

Questions orales

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'OPPORTUNITÉ D'UNE CONFÉRENCE INTERNATIONALE
SUR LA LUTTE CONTRE L'INFLATION—LA POSITION DU
CANADA

M. Chas. L. Caccia (Davenport): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Compte tenu de la récente déclaration de l'OCDE à Paris, selon laquelle le caractère de la vague actuelle d'inflation exige l'adoption de méthodes au plan international afin de s'y attaquer efficacement, le gouvernement canadien envisage-t-il de prendre l'initiative d'organiser une conférence des pays touchés et de voir comment s'attaquer à ce problème urgent?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je remercie le député de la proposition. Je dirai que nous envisageons une telle initiative. Je peux ajouter que le ministre des Finances avec qui j'ai discuté de ce sujet assistera à la prochaine réunion du groupe des 20 qui aura lieu à Washington les 30 et 31 juillet. C'est un problème qui n'est pas limité à des pays particuliers; il est international et contagieux.

* * *

LES FINANCES

L'OPPORTUNITÉ D'UNE NOUVELLE POLITIQUE
MONÉTAIRE INDÉPENDANTE DE LA POLITIQUE
AMÉRICAINNE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. James Gillies (Don Valley): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Comme le ministre des Finances a souvent dit à la Chambre qu'il fallait laisser aux changements apportés dans une politique économique le temps de donner des résultats et, étant donné qu'en mai, les ventes au détail ont baissé de 3 p. 100, les mises en chantier de maisons de 5 p. 100 et que les commandes de fabrication ont diminué depuis le mois de janvier, le ministère des Finances et la Banque du Canada songent-ils à aller dans le sens contraire de la politique monétaire actuelle et des intérêts élevés qui en découlent?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, la politique monétaire adoptée par le ministère des Finances et le gouverneur de la Banque du Canada est assez expansionniste pour s'adapter au rythme vigoureux du progrès de l'économie. Le député devrait rappeler à la Chambre, au sujet des chiffres qu'il cite, que ceux-ci ont trait à un premier trimestre.

M. Gillies: Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire pour le ministre des Finances. Comme je le disais au début de ma question précédente, nous devons tous surveiller les indices. Je voulais savoir si le ministère des Finances et le gouverneur de la Banque du Canada se préoccupent suffisamment de ces indices pour en conclure que le moment est venu de modifier la politique monétaire actuelle.

M. Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur l'Orateur, le député sera satisfait je pense, si je lui dis que la politique monétaire du ministère des Finances et du gouverneur de la Banque du Canada va continuer à répondre aux besoins de l'expansion de l'économie. Je tiens également à lui assurer que l'expansion des six derniers mois s'est poursuivie au rythme d'environ 12 p. 100 et qu'il va s'apaiser ou réintégrer le potentiel de progrès à long terme du pays.

[M. Trudeau.]

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député de Don Valley peut poser une question supplémentaire, après quoi la présidence accordera la parole au représentant de Comox-Alberni.

M. Gillies: Ma question s'adresse à nouveau au ministre des Finances. Peut-il nous assurer qu'il ne suivra pas une politique monétaire déterminée par la politique monétaire américaine, c'est-à-dire que nous n'aurons pas à relever notre taux d'escompte parce que celui des États-Unis a été majoré?

M. Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur l'Orateur, je puis assurer le député que notre politique monétaire est fixée indépendamment des États-Unis.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

L'OPPORTUNITÉ DE L'EXTENSION DES LIMITES DES
ZONES DE CONTRÔLE ÉCOLOGIQUE—LES INTENTIONS DU
GOUVERNEMENT

M. Thomas S. Barnett (Comox-Alberni): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre et découle de certaines questions posées précédemment aujourd'hui. Peut-il nous dire quand le gouvernement compte présenter une mesure visant à étendre à au moins 100 milles au large nos limites de contrôle écologique sur les côtes atlantique et pacifique, à la suite des suggestions faites en ce sens par un ministériel au cours de la récente conférence de Vancouver?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le gouvernement n'envisage pas pour le moment de présenter un tel projet de loi, mais nous avons pris différentes mesures de caractère surtout international en vue d'assurer un contrôle de la pollution aussi strict que possible au large de nos côtes.

* * *

LES CÉRÉALES

DEMANDE DE SUSPENSION DES MESURES DE
RECOURNEMENT DE LA COMMISSION DU BLÉ—LES
INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de la Justice, qui est chargé de la Commission canadienne du blé. Compte tenu des difficultés financières qu'ont connues bon nombre d'agriculteurs du Nord pendant l'hiver et l'automne derniers, le ministre a-t-il consulté la Commission canadienne du blé en vue de mettre un terme aux mesures prises par cette dernière, lesquelles entraîneront des frais d'huissier de plusieurs milliers de dollars. Le ministre va-t-il demander à la Commission du blé de ne plus prendre aucune mesure à l'égard de ces personnes, au moins jusqu'à l'automne prochain?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, si le député veut parler des agriculteurs qui n'ont pas remboursé les avances de caisse effectuées sur la foi d'une promesse que ces avances seraient remboursées après la récolte et qui, par la suite, n'ont pas remis les céréales promises, j'ai en effet discuté de cette question il y a quelque temps avec la Commission canadienne du blé, qui m'a assuré que ces cas de non-remboursement existaient depuis quelques années déjà et qu'il ne s'agissait